

Une gestion du milieu selon les rapports historiques et économiques de l'homme à la terre dans la réserve de faune de la Lopé (Gabon)

Claudine-Augée Angoué*

La réserve de faune de la Lopé est située dans la région centrale de la forêt gabonaise, en dessous de l'Équateur. Elle s'étend sur 536 000 ha répartis en 85 % de forêt et 15 % de savane au nord et à l'est. Le nord-ouest de la Réserve a été exploité de 1954 à 1993 par la Société du Haut Ogooué (SHO), devenue Lutexfo-Soforga au début des années 1970.

Depuis 1971, le sud a été mis en concession et attribué aux sociétés Leroy-Gabon et à la Nouvelle Société Gabonaise (NSG). Dès 1995, la NSG a construit un campement d'ouvriers sur le lot 33 (carte 1). Ses ouvriers sont originaires pour la plupart des provinces du sud du Gabon (Ngounié et Ogooué - Lolo). L'ensemble des habitants (2000 personnes) rassemble les autochtones (habitants des villages), les allochtones du centre Lopé (chef-lieu de district) et des gares, ainsi que les ouvriers des sociétés forestières. Parmi ces derniers, on trouve les employés de la NSG qui, en plus de leur activité salariée, pratiquent l'agriculture itinérante sur brûlis comme les villageois. En conséquence, deux types d'agriculteurs se côtoient sur les terres de la Lopé et sa périphérie, mais ils se distinguent particulièrement par les moyens et les forces de production en présence et leur relation à l'espace occupé. De plus, l'agriculture est une activité d'appoint pour les ouvriers, tandis qu'elle constitue la principale source de revenu des villageois. De ces différentes fonctions attribuées à la forêt dépend le mode de gestion auquel elle est assujettie.

La gestion de la forêt dépend de la relation historique, politique ou économique que les deux groupes de cultivateurs entretiennent avec elle : pour les habitants des villages, elle est souvent perçue comme un héritage à transmettre aux générations à venir alors que les ouvriers en font un

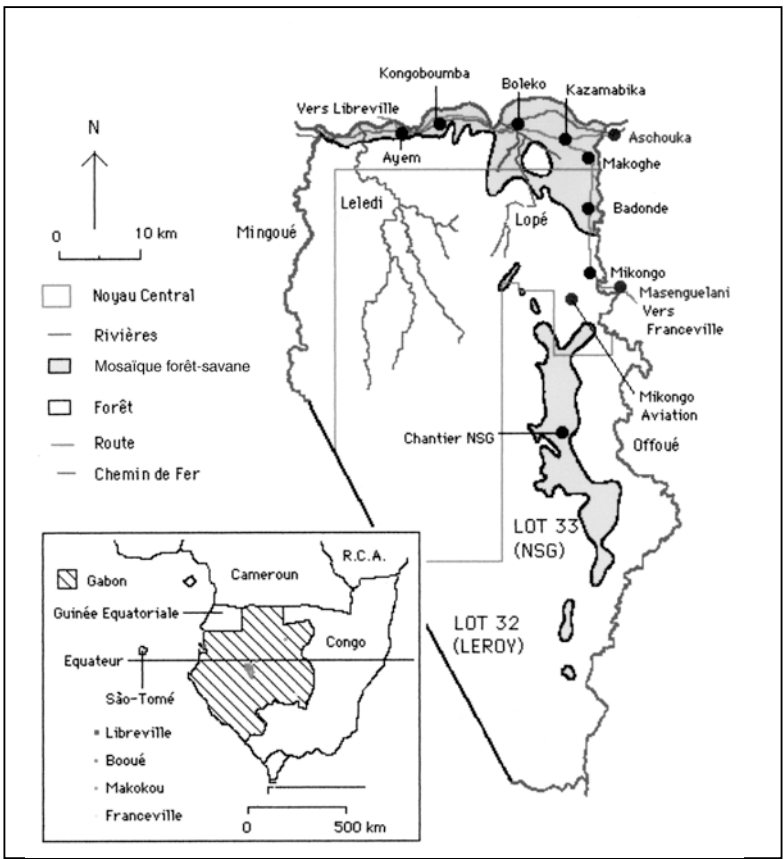
* ECOFAC - Gabon BP 15115, Libreville, Gabon

bien uniquement économique exploité avec les moyens “semi-modernes” que le chantier met à leur disposition.

Lors des grands travaux qui marquent le début de la saison agricole, certains ouvriers sont envoyés aux travaux de défrichement des terres que leurs épouses mettront en culture autour des campements.

Il en résulte que, depuis 1995 (date de la construction de leur camp), les ouvriers de la NSG ont intégré dans leur programmation trimestrielle les travaux champêtres des mois de juillet et août, parallèlement à l’exploitation des grumes.

Carte 1 : La réserve de la Lopé



Source : White et Tutin, 1995
 Cette carte présente la Réserve de faune de la Lopé, ses villages et les lots 32 et 33, attribués respectivement à la société Leroy et à la Nouvelle Société Gabonaise (NSG).
 Notre étude concerne uniquement les habitants des villages de Kongoboumba, de Boléko, de Kazamabika, d'Aschouka, de Makoghé, de Badondé et de Mikongo, situés au nord et au nord-est de la Réserve ainsi que ceux du chantier NSG sur le lot 33.

Doit-on pour autant continuer à appliquer la même politique de gestion des ressources naturelles à ces deux types d'agriculteurs ? L'agriculture itinérante sur brûlis exercée par les habitants des villages de la Réserve de faune de la Lopé représente t-elle une réelle menace pour l'avenir de la forêt ? Nous établirons une comparaison entre, d'une part, la population villageoise et les ouvriers forestiers et de l'autre, l'étendue de forêt cultivée par ces ouvriers et la superficie totale de chaque village.

L'exploitation forestière de la Lopé et sa population

La Réserve de faune de la Lopé est traversée dans sa partie septentrionale, par les fleuves Ogooué et Offoué et le chemin de fer transgabonais. Le financement des travaux de ce chantier a été assuré, en partie, par les recettes de l'exploitation de la forêt qui longe cette voie. Les travaux de ce chantier ont effectivement débuté en 1976, entraînant par la même occasion la création d'une zone d'attraction du chemin de fer (ZACF) dont les recettes étaient affectées aux dépenses du transgabonais.

La mise en concession de la ZACF, dont la région de la Lopé, a débuté en 1971, année au cours de laquelle la Nouvelle Société Gabonaise obtenait son permis d'exploiter sur le lot 33. L'ensemble de ces permis ont presque tous été renouvelés. Il convient de retenir que plus de 75 % de la superficie totale de la Réserve a été parcourue par des concessionnaires. Les dispositions prises par les autorités du ministère des Eaux et forêts afin de favoriser une exploitation sélective sont alors remises en cause ; le régime des permis en vigueur soumettant la forêt à une intense activité. Cette extraction abusive s'observe à la fois au niveau de l'exploitation des grumes que des terres avoisinant les campements d'ouvriers.

La construction de ces derniers à proximité des villages met en concurrence des modes différents de gestion de la forêt. Les ouvriers ont instauré une relation strictement économique à la gestion des terres, contrairement aux autochtones qui reconnaissent des fonctions sociales politiques, religieuses et économiques à leur écosystème. L'établissement des camps d'ouvriers (pour l'exploitation des parcs de débardage de grumes) au sein du centre administratif Lopé (à l'emplacement du village Boléko sur la carte) et la transformation de celui-ci en base d'approvisionnement en produits importés y ont entraîné une composition hétérogène de la population, et accentué la dégradation des forêts adjacentes. Aujourd'hui, la population de la Lopé se répartit en 24 % d'ouvriers forestiers, 26 % d'habitants des villages et 50 % pour le centre Lopé et les gares.

Le peuplement de la Réserve de la Lopé s'est effectué sur plusieurs siècles. Ceux que l'on considère actuellement comme autochtones viennent de l'ouest, du nord-est et du sud du Gabon. Ils ont occupé la région en s'établissant soit :

- sur les berges de l'Ogooué (villages d'Aschouka, de Boléko et de Kongomboumba) ;
- sur celles de l'Offoué (villages de Makoghé, de Badondé et de Mikongo)
- dans les savanes du nord de la Réserve (Kazamabika). Cette savane est habitée depuis peu par une population venue d'ailleurs, suite à une création de services et à l'exploitation de la forêt.

Les villages de Kongomboumba, de Boleko, de Kazamabika, de Makoghé, de Badondé, de Mikongo et d'Aschouka sont habités par des Akélé, des Massango, des Okandé, des Saké, des Mbahouin, des Pouvi, des Simba et des Makina, population locale regroupant environ 600 habitants aujourd'hui. Ces personnes ont occupé les lieux par vagues successives et se seraient introduites entre le XVI^e et le début du XX^e siècle.

Les Okandé, les Simba et les Mbahouin par exemple ont migré du nord-est vers l'ouest au XII^e siècle, mais leur présence n'a été signalée sur de l'Ogooué qu'au XIX^e siècle, par des explorateurs Européens. À cette époque, ce fleuve représentait la principale voie de communication menant de la côte atlantique vers le bassin intérieur congolais. L'occupation de l'espace Lopé serait la conséquence de la découverte des côtes gabonaises par les Portugais en 1473 et du développement de la traite des noirs.

Sautter (1966) pense que "les demandes d'esclaves de la part de l'étranger ont eu pour effet de multiplier chez les tribus voisines du littoral les accusations de sorcellerie ou autres, qui aboutissent à l'esclavage et à la vente".

La concurrence créée par la traite a ramené les Okandé et les Simba à l'intérieur du pays, suite aux accusations qui seraient portées sur les Mpongwé¹ : ces derniers se seraient servis d'oiseaux kidnappeurs (Mbela ou ngouagnogni) pour capturer des esclaves parmi les populations voisines. Par conséquent, les Okandé et les Simba occupèrent donc les rives gauches de l'Ogooué et de l'Offoué.

Les autres populations viennent du sud du Gabon, fuyant les travaux forcés liés à l'entretien et à l'organisation socio-économique et politique de l'administration coloniale et les guerres intestines.

L'hétérogénéité ethnolinguistique qui caractérise actuellement la Lopé révèle la diversité d'origine de ses habitants.

Devenus héritiers de l'espace sur lequel se sont établis leurs ancêtres, les autochtones de la Lopé ont également conservé les modes de gestions de ces derniers. La gestion était élaborée à partir d'une relation de partenariat, une sorte de contrat de confiance qui engageait l'homme à son environnement immédiat, dans les domaines économique, social, politique et religieux. Cette relation n'apparaît cependant pas chez les forestiers allochtones majoritaires à la Lopé et sa périphérie sud.

¹ Les Mpongwé constituent un sous-groupe de la famille linguistique myène ; ils sont considérés comme avant-garde de la migration gabonaise du nord-est vers la côte (l'ouest). Les Mpongwé eurent très tôt des relations commerciales avec les Européens qui touchaient les côtes du continent (Perrois et al, 1997, 24).

Rappelons que depuis le début de l'exploitation des grumes et de la construction d'une infrastructure routière et administrative dans la région de la Lopé, sa population a pratiquement triplé.

La Nouvelle Société Gabonaise (NSG) rassemble environ 400 personnes à Mitendi (lot 33 sur la carte), réparties en 80 familles, gabonaises pour la plupart. Elles continuent d'exercer l'agriculture itinérante sur brûlis, malgré la source de revenu régulière que constitue leur salaire. C'est grâce aux activités agricoles que les allochtones résistent aux effets de l'endettement sans cesse croissant qui caractérisent le quotidien des ouvriers forestiers et leur permet de faire face aux fluctuations de l'approvisionnement en produits vivriers organisé par le service d'intendance de la société.

Il convient dès à présent de mettre en lumière les moyens de production qui permettent de distinguer les groupes de cultivateurs traditionnels des allochtones.

L'activité agricole des villageoises

La forêt, considérée comme la demeure des ancêtres, est pourvoyeuse des ressources nécessaires au bien-être de ceux qui l'exploitent.

L'entretien d'un milieu, en interrelation constante avec ses habitants, permet d'intégrer la forêt parmi les biens d'héritage socioculturel, politique et économique des populations. Les populations de la Lopé ont développé une agriculture qui tient compte de cette conception et reflète la réalité sociologique des villages.

Principale activité, l'agriculture n'en est pas moins assujettie aux normes traditionnelles de gestion rationnelle ou rotative de la forêt.

Les villageois de la Lopé exploitent les galeries forestières, les forêts secondaires et des jachères de 3 ans à 5 ans. Les plantations s'étendent sur une superficie qui varie de 0,22 ha à 0,30 ha par an, par femme. Les cultivatrices y associent des arachides, du maïs, du manioc, de la banane plantain ainsi que quelques taros et légumes (aubergines et amarantes). Ces champs sont parfois cultivés et ensemencés deux fois par an.

Au début de la saison des travaux champêtres, après le brûlis, elles plantent du maïs et des arachides. Ces plantes à cycle court sont prioritaires et doivent coïncider avec les premières pluies. Puis elles intercalent des boutures de manioc, quelques taros, ignames et légumes. En même temps, elles désherbent pour que le maïs et les arachides croissent sans entrave.

À partir de janvier, les cultivatrices récoltent les arachides et le maïs, et réinsèrent des boutures de manioc ainsi que quelques rejets de banane plantain.

Grâce à cette méthode, elles obtiennent des champs qui disposent de cultures d'âges différents. Leur consommation s'étend parfois sur deux ans, en fonction de la taille de la famille. C'est une stratégie qui évite à la majorité des cultivatrices de défricher deux champs par an. Ils sont cependant de petites tailles et de plus en plus proches du village. Les villageois ont ramené le temps de jachère à 3 ans ou 5 ans, réduisant par là même, le terroir agricole.

En 1996, nous avons fait des prélèvements par GPS pour établir une carte des terroirs villageois. Nous avons obtenu les superficies suivantes :

- Kongomboumba : 300 ha
- Boleko : 670 ha
- Kazamabika : 3500 ha
- Makoghé : 639 ha
- Badondé 976 ha
- Mikongo : 1642 ha
- Aschouka 85 ha

Ces chiffres donnent un aperçu de l'étendue des territoires que nous comparerons avec les champs d'ouvriers.

Par rapport à la superficie de la Réserve : (536 000 ha), ces villages n'occupent que 1,4 % de l'ensemble (Plan d'aménagement ECOFAC, 1997). Les champs sont de moins en moins grands, conséquence du vieillissement de la population et de l'exode rural.

La gestion de l'espace par les ouvriers forestiers

Les ouvriers de la Nouvelle société Gabonaise (NSG) sont d'entrée récente dans la forêt de la Lopé. Ils appartiennent aux groupes ethnolinguistiques Massango, Pouvi, Mitsogo, venant tous des provinces de la Ngounié et de l'Ogooué - Lolo. Leur perception du milieu forestier diffère de celle des autochtones.

Ils se comportent comme des étrangers, de passage à la Lopé pour des raisons économiques. Ils constituent la tranche de la population qui impose au milieu une exploitation relativement intensive en sortant les grumes et cultivant les terres environnantes.

L'agriculture permet d'occuper les femmes des ouvriers et de relativiser la dépendance des ménages vis-à-vis des produits alimentaires importés.

La Nouvelle Société Gabonaise a mis en place un système de marché pour approvisionner ses ouvriers en produits locaux (bananes, manioc, fruits et légumes, taro etc.) fournis par les populations de l'Ogooué-Lolo. Ce marché a lieu deux fois par mois. Cette organisation, même si elle

comporte certains avantages, maintient les travailleurs dans un cycle d'endettement constant et ne leur permet ni de couvrir la totalité de leurs besoins alimentaires, ni d'épargner. Conscient du bien fondé d'une activité secondaire, le chef d'exploitation accorde une attention particulière aux activités agricoles en y affectant du matériel et des hommes.

Au début de la saison des travaux agricoles, le chef de chantier forme des équipes de travailleurs qui se relaient dans la zone délimitée pour le défrichage et l'abattis. Au moment de l'abattis, ces équipes se servent de tronçonneuses et de scie. Lors de la distribution des parcelles, chacune des femmes reçoit une surface supérieure ou égale à 0,8 ha.

Cette activité a commencé sur le chantier de Mitendi au cours de l'été 95. Les cultivatrices ont parcouru un rayon de près de deux kilomètres autour du campement, chacune ayant consommé environ 2,4 ha (à raison d'un champ par famille).

Le camp de Mitendi abrite près de 400 personnes, réparties en 80 familles, ce qui équivaut à quelques unités près, à la totalité de la population villageoise en décembre 1997.

La population de ce camp exerce donc une agriculture extensive, éventuelle cause d'une rapide déforestation, contrairement aux villageois qui en sont à une phase intensive à cause du raccourcissement du temps de jachère (2 à 5 ans) qui entraîne la réduction des terroirs d'exploitation (Binot, 1998).

Discussion et conclusion

De ce bref aperçu, il convient de retenir que la gestion du milieu est différente, selon que ceux qui l'exercent la considèrent soit comme un bien commun historique et multifonctionnel, soit simplement comme un bien naturel accessible à tous. Il est donc nécessaire de traiter en même temps les problèmes causés par les sociétés forestières et ceux qu'occasionnent les ouvriers. Ensemble, ils influencent le cours normal du renouvellement de la forêt et causent du tort aux villageois, considérés peut-être abusivement comme les destructeurs de la forêt.

Pendant longtemps, l'agriculture a constitué la cause première de la déforestation en milieu rural. Cela peut encore sembler vrai pour certaines régions. Mais, en ce qui concerne la Lopé, il est important d'établir une distinction entre les différents utilisateurs locaux des ressources naturelles.

L'effectif de la population dans les villages est presque en constante régression (du fait de l'exode rural, les villages de la Lopé sont habités par des personnes âgées et des jeunes de moins de 20 ans, présents uniquement dans les villages qui disposent d'une école primaire).

Pendant que l'agriculture itinérante sur brûlis continue de diminuer ou de perturber la structure de la forêt et alimente les débats écologiques, une tranche d'utilisateurs locaux des ressources n'a presque jamais retenu l'attention lors des tables rondes et autres rencontres traitant de la déforestation. Il s'agit des habitants des campements forestiers dont la présence et l'impact sur la forêt sont occultés par l'exploitation forestière mécanisée et ses conséquences écologiques.

La relation que l'homme entretient avec son milieu immédiat détermine sa perception et le mode de gestion qu'il lui soumet. Il est vrai que les habitants des chantiers forestiers sont toujours en déplacement, mais le régime de l'exploitation forestière appliquée au Gabon permettrait aux ouvriers de revenir sur les anciens sites de leurs plantations. Les permis de la ZACF (dont celui de la NSG) ont été attribués pour une durée de 25 ans renouvelable. Au sein de la concession de la NSG qui représente 15 % de la superficie totale de la Réserve, les ouvriers ont implanté des campements à Mikongo-Aviation, à Nyérééré et maintenant à Mitendi et procèdent à l'exploitation des zones environnantes.

En ouvrant des débardages, des routes principales et en abattant les arbres, les forestiers provoquent des changements structurels de la forêt. À ce premier effet, il convient d'ajouter celui de l'agriculture qui bénéficie des structures du chantier et de son matériel de travail.

Aujourd'hui, les efforts de conservation et de gestion rationnelle du milieu naturel restent encore concentrés sur les populations rurales forestières (sites sur lesquels sont érigées les aires protégées). Pourtant à la Lopé, nous avons remarqué que seulement 26 % de la population totale vit effectivement dans les villages, les autres habitants résident dans les chantiers forestiers, les gares et le centre administratif. La population des villages n'exerce donc pas de réelle pression sur la flore et la faune. Il y a par conséquent lieu de déplacer le centre d'intérêt de la gestion rationnelle de l'écosystème ou de le redéfinir.

En considérant les conditions qui précèdent, doit-on continuer à obliger les habitants des villages, laissés-pour-compte des politiques nationales (27 % de la population gabonaise vit en zones rurales, notamment le long des principaux axes routiers), à trouver des alternatives à leurs activités agricoles alors qu'elles semblent relativement inoffensives pour l'environnement ?

Remerciements

À Aurelie Binot pour les passionnantes et fructueuses discussions sur l'articulation du présent texte ainsi qu'à Corinne Léger et Anne Weiss pour leurs critiques, et à Héléne Pagezy et Norbert Gami pour leurs encouragements.

BIBLIOGRAPHIE

- ANGOUE C., et MBOUROU C., 1996, *Étude sociologique dans les villages de la Réserve de la Lopé*, rapport final Ecofac-Gabon.
- BINOT A., 1998, *Particularités de l'agriculture et approche de la dynamique postculturale en périphérie de la Réserve de la Lopé-Gabon*. Mémoire de fin d'études, ULB
- BRUGIÈRE D., 1998, Aires protégées et biodiversité au Gabon, in *Bois et forêts des tropiques*, CIRAD-Forêt, n° 255 (1), 45-58
- ECOFAC 1997, *Plan d'Aménagement de la Réserve de faune de Lopé-Okanda*, Groupement Agreco G.E.I.E.
- KARSENTY A., 1998, Quelle répartition pour la rente économique forestière ; in *Bois et forêts des tropiques*, CIRAD-Forêt, n° 250 (2), 77 - 79.
- PERROIS L. (ed. sc.), 1997, *L'esprit de la forêt. Terres du Gabon*. Musée d'Aquitaine. Somogy, éd. d'Art
- SAUTTER G., 1966, *De l'atlantique au fleuve Congo : Une géographie du sous-peuplement. République du Congo ; République Gabonaise*. T I et II, Mouton, Paris/La Haye.
- WHITE L.J.T., 1995, *Étude de la végétation*, Ecofac- Gabon/Agreco.
- Le Gabon - le dernier rempart, *Le courrier n°165*, sept. oct. 1997, 29.

Travaux de la Société d'Écologie Humaine

Directeur de la Publication : Nicole Vernazza-Licht

Déjà parus :

L'homme et le Lac, 1995

Impact de l'homme sur les milieux naturels : Perceptions et mesures, 1996

Villes du Sud et environnement, 1997

L'homme et la lagune. De l'espace naturel à l'espace urbanisé, 1998

Cet ouvrage trouve son origine dans les X^e journées scientifiques de la Société d'Écologie Humaine (Marseille, novembre 1998) organisées par la SEH, le programme Avenir des Peuples des Forêts Tropicales et l'UMR 6578 du CNRS-Université de la Méditerranée. Elles ont bénéficié de l'appui du programme "Environnement, vie, sociétés" du CNRS et du Département "Environnement, technologies et société" de l'Université de Provence.

Les éditeurs scientifiques tiennent à remercier : Patrick Baudot (Université de Provence, Marseille), Edmond Dounias (IRD, Montpellier), Alain Froment (IRD, Orléans), Annette Hladik (CNRS, Paris), Annie Hubert (CNRS, Bordeaux), Pierre Lemonnier (CNRS, Marseille), Glenn Smith (LASEMA, Paris) et Theodore Trefon (APFT, Bruxelles) pour leur aide précieuse dans la relecture de certains manuscrits.

Cet ouvrage a été publié avec le concours financier de l'Union Européenne (programme APFT, DG Développement) et du Conseil Général des Bouches-du-Rhône.

Les opinions émises dans le cadre de chaque article n'engagent que leurs auteurs.

SOCIÉTÉ D'ÉCOLOGIE HUMAINE

c/o UMR 6578 du CNRS-Université de la Méditerranée

Faculté de Médecine, 27, boulevard Jean-Moulin

13385 Marseille cedex 5

Dépôt légal : 2^e trimestre 2000

ISBN 2-9511840-5-0

ISSN 1284-5590

Tous droits réservés pour tous pays

© Éditions de Bergier

476 chemin de Bergier, 06740 Châteauneuf de Grasse

bergier@wanadoo.fr

L'HOMME ET LA FORÊT TROPICALE

Éditeurs scientifiques

Serge Bahuchet, Daniel Bley,
Hélène Pagezy, Nicole Vernazza-Licht

Travaux de
la Société
d'Ecologie
Humaine



1999